

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre flamand ayant le patrimoine immobilier dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de l'Administration intérieure,  
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,  
G. BOURGEOIS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3986 (2010 — 3100)

[C — 2010/29614]

#### **8 JUILLET 2010. — Décret portant diverses modifications aux statuts des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française. — Erratum**

Dans le décret du 8 juillet 2010 portant diverses modifications aux statuts des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française publié au *Moniteur belge* du 6 septembre 2010, à la page 56551, il y a lieu de lire à l'article 55 :

Article 55 : « A l'article 57, les modifications suivantes sont apportées :

A l'article 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 3, les termes « déchargé » sont remplacés par les termes « licencié, conformément à l'article 110sexies, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> à 4 »;

en lieu et place de

« A l'article 57, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au § 2, alinéa 3, les termes « déchargé » sont remplacés par les termes « licencié, conformément à l'article 110sexies, alinéas 1<sup>er</sup> à 4 »;

b) le § 3 est abrogé ».

### VERTALING

### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3986 (2010 — 3100)

[C — 2010/29614]

#### **8 JULI 2010. — Decreet houdende verschillende wijzigingen aan de statuten van de leden van het technisch personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra. — Erratum**

In het decreet van 8 juli 2010 houdende verschillende wijzigingen aan de statuten van de leden van het technisch personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 september 2010, op bladzijde 56551, dient, in de Franse tekst, artikel 55 te worden gelezen als volgt :

« Article 55 : « A l'article 57, les modifications suivantes sont apportées :

A l'article 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 3, les termes « déchargé » sont remplacés par les termes « licencié, conformément à l'article 110sexies, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> à 4 » ; »

in plaats van :

« A l'article 57, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au § 2, alinéa 3, les termes « déchargé » sont remplacés par les termes « licencié, conformément à l'article 110sexies, alinéas 1<sup>er</sup> à 4 » ;

b) le § 3 est abrogé ».

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3987

[C — 2010/27235]

#### **10 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux frateries permanentes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I<sup>er</sup>, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Vu l'avis 46.459/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définition*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux friteries permanentes visées à la rubrique 55.30.02 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant, tout établissement dûment déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — *Exploitation*

**Art. 3.** L'exploitant met à disposition de ses clients des poubelles ou des conteneurs appropriés en nombre suffisant, favorisant le tri des déchets recyclables et valorisables.

La collecte sélective des emballages constitués de bouteilles en plastiques, d'emballages métalliques et de cartons à boissons est au moins assurée. Les pictogrammes suivants, sur fond bleu, sont utilisés pour identifier les poubelles ou conteneurs destinés à la collecte sélective des déchets d'emballages.



**Art. 4.** L'exploitant place, à un endroit visible pour tous les clients, une affiche dont le modèle se trouve en annexe, d'un format minimum A4, qui rappelle qu'il est interdit de jeter des déchets de toutes sortes ailleurs que dans les poubelles ou conteneurs placés à cet effet.

**Art. 5.** Les huiles et graisses de friture usagées sont stockées dans un endroit accessible uniquement à l'exploitant ou son délégué et au collecteur de déchets enregistré.

Les huiles et graisses de friture usagées ne peuvent pas être stockées sur la voie publique.

#### CHAPITRE III. — *Eau*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Conditions de déversement des eaux usées en eaux de surface ordinaire et voies artificielles d'écoulement

**Art. 6.** Les établissements transformant moins de 700 kg par jour de pommes de terre et déversant leurs eaux usées domestiques en eau de surface ordinaire et en voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

- le pH des eaux déversées est compris entre 6.5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

- la température ne peut dépasser 30 °C;
- la demande biologique en oxygène sur 5 jours ne peut dépasser 60 mg d'oxygène par litre;
- la demande chimique en oxygène ne peut dépasser 360 mg d'oxygène par litre;
- la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 60 mg par litre;
- la teneur en matières sédimentables ne peut dépasser 1.25 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
- la teneur en hydrocarbures non polaires ne peut dépasser 5 mg par litre;
- la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques ne peut dépasser 3 mg par litre;

- les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

- les eaux déversées ne peuvent contenir les substances dangereuses visées aux articles R.131 à R.141 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

*Section 2. — Conditions de déversement des eaux usées en égouts publics*

**Art. 7.** Les eaux usées domestiques transitent par un dégraisseur avant rejet à l'égout.

Cette disposition ne s'applique pas aux friteries qui commercialisent des aliments et boissons uniquement dans des contenants jetables.

**Art. 8.** Les établissements transformant moins de 700 kg par jour de pommes de terre et déversant leurs eaux usées domestiques en égouts publics respectent les conditions suivantes :

- le pH est compris entre 6 et 9.5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

- la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 1000 mg par litre;

- la taille des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

- la teneur en matière sédimentables ne peut dépasser 200 ml (au cours d'une sédimentation statique de deux heures);

- la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole ne peut dépasser 500 mg par litre;

- les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

- les eaux déversées ne peuvent contenir les substances dangereuses visées aux articles R.131 à R.141 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

- les eaux usées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :

a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations;

b) une détérioration ou obstruction des canalisations;

c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration.

*CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et des incendies*

**Art. 9.** Avant la mise en service de l'établissement et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service régional d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 10.** Chaque établissement comporte une installation d'extinction à commande automatique ou manuelle.

Chaque appareil fixe de friture est muni d'un dispositif d'interruption de l'alimentation en énergie.

*CHAPITRE V. — Air*

**Art. 11.** L'orifice d'évacuation des vapeurs et buées qui se forment lors de la cuisson est dépourvue de coiffe et équipé d'un dispositif statique destiné à augmenter la vitesse d'éjection des gaz (type venturi) de manière à garantir une bonne dispersion verticale des polluants résiduels. La vitesse de l'air éjecté à la cheminée est égale ou supérieure à 7m/s.

**Art. 12.** L'établissement est équipé d'une hotte munie d'un système de filtration permettant d'intercepter les vapeurs et buées.

*CHAPITRE VI. — Contrôle*

**Art. 13.** L'exploitant veille au bon fonctionnement des installations visées aux articles 11 et 12 et les entretient régulièrement conformément aux prescriptions du constructeur.

L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les factures relatives à l'entretien et au remplacement des filtres.

*CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoire, transitoire et finale*

**Art. 14.** Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 15.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° l'article 7 s'applique aux établissements existants au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° l'article 12 ne s'applique aux établissements existants qu'à partir du renouvellement de leur déclaration.

**Art. 16.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ANNEXE

## RAPPEL

# Il est interdit de jeter des déchets ailleurs que dans les poubelles ou conteneurs placés à cet effet.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3987

[C — 2010/27235]

**10. NOVEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen in Bezug auf die beständigen Frittenbuden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Anwendung von Artikel 3, § 1 des heute aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung gefasst wurden, ihre gesetzliche Grundlage fortan in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung finden, die die Regierung dazu berechtigen, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur unter der Bedingung, dass sie diese Abweichung begründet, von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 heutzutage teilweise veraltet ist; dass bestimmte seiner Bestimmungen in der Tat durch Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers) für das Haushaltsabwasser und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitssektoren anwendbar sind oder sich auf heutzutage verbotene Analysemethoden beziehen, unter denen insbesondere:

- die Fäulnisprobe mit Methylenblau (ein heute nicht mehr benutzter Parameter);
- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heutzutage verboten ist und durch ein neues Verfahren ersetzt worden ist;

In der abschließenden Erwägung, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, was so dem Willen der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung zu verabschieden, entspricht;

Aufgrund des am 6. Mai 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.459/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definition

**Artikel 1** - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf die beständigen Frittenbuden gemäß der Rubrik 55.30.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gilt als bestehender Betrieb jeder Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß angemeldet ist.

#### KAPITEL II — Betrieb

**Art. 3** - Der Betreiber stellt seinen Kunden angemessene Mülleimer oder Container in genügender Anzahl zur Verfügung, die das Sortieren der recyclingfähigen und verwertbaren Abfälle ermöglichen.

Mindestens die getrennte Sammlung der Verpackungen, die aus Kunststoffflaschen, metallischen Verpackungen und Getränkekartons bestehen, wird gewährleistet. Folgende Piktogramme auf blauem Untergrund werden verwendet, um die Mülleimer oder Container, die zur getrennten Sammlung der Verpackungsabfälle bestimmt sind, zu kennzeichnen.



**Art. 4** - Der Betreiber befestigt an einer für alle Kunden sichtbaren Stelle ein Plakat im Format A4 mindestens, dessen Muster in der Anlage befindlich ist und durch welches daran erinnert wird, dass es verboten ist, Abfälle jeder Art außerhalb der zu diesem Zweck hingestellten Mülleimer oder Container zu werfen.

**Art. 5** - Die alten Frittieröle und -fette werden an einem Ort gelagert, der nur dem Betreiber oder seinem Beauftragten und dem registrierten Abfallsammler zugänglich ist.

Die alten Frittieröle und -fette dürfen nicht auf offener Straße gelagert werden.

#### KAPITEL III — Wasser

##### Abschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung von Abwasser in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege

**Art. 6** - Die Betriebe, die weniger als 700 kg Kartoffeln pro Tag verarbeiten und die ihr Haushaltsabwasser in gewöhnliches Oberflächengewässer oder in künstliche Ableitwege ableiten, unterliegen folgenden Bedingungen:

- der pH-Wert des abgeleiteten Wassers liegt zwischen 6.5 und 9. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;
- die Temperatur darf 30 °C nicht überschreiten;
- der biologische Sauerstoffbedarf während eines Zeitraums von 5 Tagen darf 60 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;
- der chemische Sauerstoffbedarf darf 360 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;
- der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;
- der Gehalt an absetzbaren Stoffen darf 1.25 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
- der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;
- der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
- das abgeleitete Wasser darf keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
- das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten gefährlichen Stoffe nicht enthalten.

##### Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung von Abwasser in die öffentliche Kanalisation

**Art. 7** - Das Haushaltsabwasser fließt durch einen Fettabscheider vor der Ableitung in die Kanalisation.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Frittenbuden, die nur in Einwegverpackungen befindlichen Speisen und Getränke verkaufen.

**Art. 8** - Die Betriebe, die weniger als 700 kg Kartoffeln pro Tag verarbeiten und die ihr Haushaltsabwasser in die öffentliche Kanalisation ableiten, unterliegen folgenden Bedingungen:

- der pH-Wert liegt zwischen 6 und 9.5. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

- der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1000 mg pro Liter nicht überschreiten;
  - die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
  - der Gehalt an absetzbaren Stoffen darf 200 ml (im Laufe einer statischen Ablagerung von zwei Stunden) nicht überschreiten;
  - der Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- das abgeleitete Abwasser darf keine gefährlichen Stoffe enthalten, die in den Artikeln R.131 bis R.141 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden;
  - es dürfen im Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die Folgendes verursachen können:
    - a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen;
    - b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen;
    - c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen.

#### KAPITEL IV — *Feuer- und Unfallverhütung*

**Art. 9** - Vor der Inbetriebnahme des Betriebs und vor jeder Abänderung innerhalb des Betriebs oder der Betriebsbedingungen, die sich auf die Brandgefahr und die Gefahr der Brandausbreitung auswirken können, berät der Betreiber mit dem örtlich zuständigen regionalen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzende Ausrüstung, um Brände und Explosionen zu verhüten und zu bekämpfen und dabei den Schutz der Öffentlichkeit und der Umwelt zu gewährleisten.

**Art. 10** - In jedem Betrieb befindet sich eine automatisch bzw. manuell betriebene Löschanlage.

Jedes ortsfest installierte Frittiergerät ist mit einer Vorrichtung zur Unterbrechung der Energiezufuhr versehen.

#### KAPITEL V — *Luft*

**Art. 11** - Die Öffnung zur Abführung der sich beim Frittieren bildenden Dämpfe und Ausdünstungen hat keine Klappe und ist mit einer statischen Vorrichtung versehen, die dazu bestimmt ist, die Abführungsgeschwindigkeit der Gase (Venturi-Typ) zu beschleunigen, so dass eine gute senkrechte Verteilung der restlichen Schmutzstoffe gewährleistet wird. Die am Abzugsrohr gemessene Geschwindigkeit der abgeführten Luft beträgt mindestens 7 m/s.

**Art. 12** - Der Betrieb ist mit einer Dunstabzugshaube ausgerüstet, die mit einem Filtersystem versehen ist, das das Auffangen der Dämpfe und Ausdünstungen ermöglicht.

#### KAPITEL VI — *Kontrolle*

**Art. 13** - Der Betreiber sorgt für die Betriebsfähigkeit der in den Artikeln 11 und 12 erwähnten Anlagen und wartet sie regelmäßig gemäß den Vorschriften des Herstellers.

Der Betreiber hält die Rechnungen bezüglich der Wartung und der Ersetzung der Filter zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

#### KAPITEL VII — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 14** - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die durch vorliegenden Erlass betroffenen Betriebe anwendbar.

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass ist spätestens sechs Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1:

1° ist Artikel 7 spätestens zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar;

2° ist Artikel 12 nur ab der Erneuerung ihrer Erklärung auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 16** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

## ANLAGE

**ZUR ERINNERUNG:**

# Es ist verboten, Abfälle außerhalb der zu diesem Zweck hingestellten Mülleimer und Container zu werfen

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3987

[C — 2010/27235]

**10 NOVEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden voor vaste frituren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dat decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende thans dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van die bepalingen immers opgenomen zijn in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, (hoofdstuk VI - Algemeen reglement inzake de sanering van het stedelijk afvalwater), wat het huishoudelijk afvalwater betreft, en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, met name :

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Gelet op het advies 46.459/4 van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

**Artikel 1.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de vaste frituren bedoeld in rubriek 55.30.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder bestaande inrichting elke inrichting die behoorlijk aangegeven is voor de inwerkingtreding van dit besluit.

#### HOOFDSTUK II. — Uitbating

**Art. 3.** De uitbater stelt voldoende afvalbakken of geschikte containers ter beschikking van zijn klanten om het sorteren van recycleerbare en valoriseerbare afval te bevorderen.

Er wordt op zijn minst gezorgd voor de gescheiden inzameling van de verpakkingen, met name kunststoffen, metalen verpakkingen en drankkartons. De onderstaande pictogrammen, op blauwe achtergrond, worden gebruikt voor de identificatie van de afvalbakken of de containers die voor de gescheiden inzameling van verpakkingsafval bestemd zijn.



**Art. 4.** De uitbater plakt op een voor alle klanten zichtbare plaats een affiche (minimum A4) aan waarvan het model in de bijlage opgenomen is, om erop te wijzen dat het verboden is alle soorten afval elders te werpen dan in de daartoe voorziene afvalbakken of containers.

**Art. 5.** De afgewerkte frituurolïen en -vetten worden opgeslagen op een plek waartoe alleen de uitbater of zijn afgevaardigde en de geregistreerde afvalophaler toegang hebben.

De afgewerkte frituurolïen en -vetten mogen niet op de openbare weg opgeslagen worden.

#### HOOFDSTUK III. — Water

##### Afdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en in de kunstmatige afvoerwegen.

**Art. 6.** De inrichtingen die minder dan 700 kg aardappelen per dag verwerken en hun huishoudelijk afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen lozen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- de pH van het geloosde water ligt tussen 6.5 en 9. Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater of van grondwater, kan de natuurlijke pH van dat water, indien hij hoger is dan 9 of lager is dan 6.5, aanvaard worden als grenswaarde van de pH van het geloosde water;

- de temperatuur bedraagt hoogstens 30° C;

- het gehalte aan BZV5 over 5 dagen mag niet hoger zijn dan 50 mg zuurstof per liter;

- de zuurstofbehoefte is niet hoger dan 360 mg/l;

- het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

- het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 1.25 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);

- het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

- het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

- het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

- het geloosde water bevat geen gevaarlijke stoffen zoals bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

##### Afdeling 2. — Voorwaarden voor het lozen van afvalwater in openbare rioleringen

**Art. 7.** Het huishoudelijk afvalwater vloeit door een ontvetter alvorens in de riolering te worden geloosd.

Deze bepaling is niet van toepassing op frituren die voedingsmiddelen en dranken enkel in wegwerpverpakkingen verkopen.

**Art. 8.** De inrichtingen die minder dan 700 kg aardappelen per dag verwerken en hun huishoudelijk afvalwater in openbare rioleringen lozen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- de pH ligt tussen 6 en 9.5. Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater of van grondwater, kan de natuurlijke pH van dat water, indien hij hoger is dan 9 of lager is dan 6.5, aanvaard worden als grenswaarde van de pH van het geloosde water;

- het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

- de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;



- het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 200 ml (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
  - het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
  - het afvalwater bevat geen stoffen die :
    - a) gevaar kunnen inhouden voor het personeel dat de rioleringen en installaties onderhoudt;
    - b) de leidingen zouden kunnen beschadigen of verstoppem;
    - c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties zouden kunnen hinderen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 9.** Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 10.** Elke inrichting beschikt over een blusinstallatie met automatische of handbediening.

Elke vaste frituurapparatuur is uitgerust met een voorziening voor de onderbreking van de energiebevoorrading.

#### HOOFDSTUK V. — *Lucht*

**Art. 11.** De opening voor de afvoer van de damp en de wasem die tijdens het bakken ontstaan is niet voorzien van een kap en is uitgerust met een statische voorziening om de snelheid van de verticale uitstoot van de gassen (type venturi) te verhogen met het oog op een vlotte verticale verspreiding van de residuele vervuulende stoffen. De lucht wordt langs de schoorsteen uitgestoten tegen een snelheid van 7m/s of meer.

**Art. 12.** De inrichting beschikt over een zuigkap die uitgerust is met een filtersysteem dat de damp en de wasem opvangt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle*

**Art. 13.** De uitbater ziet toe op de vlotte werking van de installaties bedoeld in de artikelen 11 en 12 en onderhoudt ze regelmatig overeenkomstig de voorschriften van de fabricant.

De uitbater legt de facturen m.b.t. het onderhoud en de vervanging van de filters ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 14.** De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 15.** Dit besluit is uiterlijk zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid :

1° is artikel 7 uiterlijk twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° is artikel 12 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen zolang de aangifte ervan niet hernieuwd wordt.

**Art. 16.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

### BIJLAGE

### TER HERINNERING

Afval dient in de daartoe voorziene afvalbakken of containers te worden geworpen.